

# COMITÉ DE GROUPE LE PRINT, SANS OUBLIER LE RESTE

**U**ne nouvelle réunion du comité de groupe Ebra s'est tenue ce jeudi 2 avril à Paris avec comme ordre du jour l'analyse de la situation économique, financière et sociale du groupe Ebra pour l'année 2025.

« Le groupe Ebra a enregistré une perte de 10 millions d'euros en 2025. Cette nouvelle dégradation confirme une trajectoire préoccupante, liée à différents facteurs comme l'érosion continue du print peu compensée par les hausses de prix ; une progression du digital qui reste en deçà des objectifs affichés malgré les moyens alloués. Côté publicité, la baisse des recettes sur l'ensemble des supports impacte particulièrement le print et en parallèle, le développement de l'événementiel ne permet que partiellement de limiter la dégradation des comptes », résumant les experts.

Forte de cette analyse, Sophie Gourmelen, présidente du pôle presse, a de son côté donné son point de vue sur la situation du groupe. « Le pôle presse reste le moteur du groupe, sans le print, il n'y a pas de modèle économique solide. Nous devons aussi être mieux positionnés sur le print en termes d'audience. Mais je répète que l'enjeu, c'est le print, même si nous ne devons pas faire que cela ». Et Anthony Choumert, directeur délégué du groupe de compléter sur les activités de diversification : « Avant, les synergies entre les entités historiques du groupe Ebra n'étaient pas à l'ordre du jour. Aujourd'hui, on a bifurqué mais les effets restent à concrétiser dans le temps ».

L'accent a ensuite été mis sur deux des structures du groupe :

La régie publicitaire unique Ebra Médias. – La création d'une entité unique en 2025 n'est pas sans conséquences pour les entreprises du groupe. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026, le taux de régie a été harmonisé à la hausse pour l'ensemble des éditeurs, entraînant mécaniquement une augmentation des charges pour chaque titre. Si la nouvelle régie absorbe des charges qui étaient dévolues aux titres, cela reste sans

garantie d'amélioration des recettes. Dans le même temps, le budget 2026 de cette nouvelle régie affiche déjà un déficit de 2 M€. Pour Anthony Choumert : « Ce déficit devra être comblé par des surperformances des commerciaux ». Un défi de taille pour les salariés concernés.

Ebra Services. – Remise en cause de la solidarité interne Jusqu'en 2025, les éditeurs comblaient le potentiel déficit de la structure par un apport complémentaire de revenus. Ce mécanisme de solidarité, voulu par l'ancienne direction lors de la création d'Ebra Services, garantissait un équilibre global.

Depuis début 2026, la direction a décidé de rompre avec ce principe en imposant à chaque entité de supporter seule ses coûts. Cette décision fragilise immédiatement Ebra Services, désormais en déficit, sans marge de manoeuvre pour le résorber. Ce coup d'arrêt de la solidarité financière du groupe voulu par Sophie Gourmelen et validé par Anthony Choumert entraîne cette structure dans une trajectoire descendante.

Des moyens importants sans stratégie claire En 2023, le Crédit Mutuel a désendetté le groupe en le recapitalisant massivement et en lui laissant une trésorerie de 149 M€, destinée à accompagner son redressement. Depuis 16 mois, cette enveloppe a essentiellement servi à combler les déficits des différents pôles, sans engager les transformations nécessaires. « Personne ne s'est endormi, les titres ont poursuivi leurs efforts et l'on doit maintenant s'inscrire dans un temps long pour retrouver l'équilibre », se défend Sophie Gourmelen. Cette dernière a confirmé qu'elle peaufinait sa « feuille de route pour la rentabilité ». Les élus Filpac CGT ont insisté sur un point essentiel : ne rien entreprendre sans solutions sociales pour les salariés. « Mon souci est de remettre le groupe sur une trajectoire sereine avec un plan de financement », a conclu la présidente.

**Pour la Filpac CGT, la responsabilité de la situation actuelle incombe aux choix stratégiques et à l'absence de pilotage du groupe. Il appartient donc au Crédit Mutuel d'en assumer pleinement les conséquences.**

**Les élus Filpac CGT ont insisté sur un point essentiel : ne rien entreprendre sans solutions sociales pour les salariés.**